

Mazars SA – TalentisLAB et ADN V

ASSURANCE, FISCALITÉ, PRÉVOYANCE, IMMOBILIER - CONSEILS PRO POUR LE TOURISME

mazars

Agenda

- Présentation de l'intervenant et de Mazars
- Bonne gestion des pratiques comptables et obligations en lien
- Les enjeux et les bénéfices de la digitalisation de l'information comptable
- Cotisations sociales en CH
- Fiscalité pour personnes physiques et personnes morales et cadre structurel
- Développement durable, reporting extra-financier et PME, où en sommes-nous

Présentation de l'intervenant et de Mazars

Aperçu de votre intervenant

Qui suis-je ?



Nicolas Berger

Manager

M: +41 79 313 34 96

E: nicolas.berger@mazars.ch

- Plus de 13 ans d'expérience dans le management de comptabilités: saisie, gestion des débiteurs et créanciers, TVA, salaires et boucllements.
- Conseils fiscaux, transmissions, évaluation d'entreprises et établissement des déclarations d'impôt personnes physiques et morales
- Management d'une succursale avec gestion de personnel
- Digitalisation des processus comptable et optimisation de l'organisation de l'entreprise
- Missions d'accompagnement comptable et financier comme responsable comptable
- Audit financier pour contrôles restreints et ordinaires

Mazars aujourd'hui

Notre présence en Suisse

Données clés

Croissance des revenus

14%

Avec une croissance de 14%, nous faisons partie des cabinets de conseil les plus dynamiques en Suisse

Professionnels en Suisse

400

Mazars compte près de 400 collaborateurs répartis entre ses dix bureaux

Diversité et inclusion en un coup d'œil

44%

de nos collaborateurs sont des femmes



54%

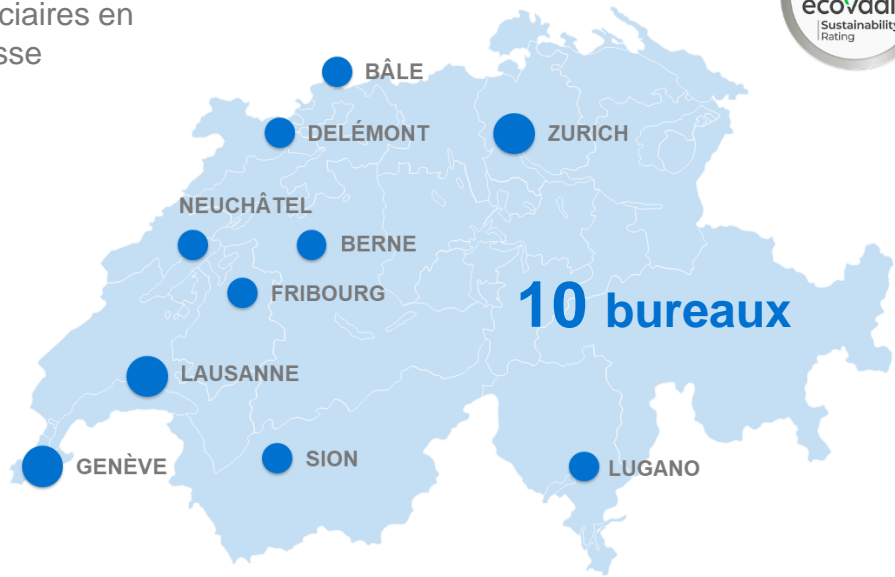
de nos collaborateurs ont moins de 32 ans



Parmi les meilleurs experts fiscaux et fiduciaires en Suisse



Défenseur de l'inclusion et de l'équité, validé par notre certification EcoVadis RSE argentée



Parmi les 5 meilleurs consultants et auditeurs suisses en 2023 « swiss reputation.group »



Partenaire Or du Swiss Venture Club, pilier actif de l'entrepreneuriat en Suisse

02

Bonne gestion des pratiques comptables
et obligations en lien

Bonne gestion des pratiques comptables et obligations en lien

Bases légales

Bases légales

- Titre 32 du CO, «Comptabilité commerciale et présentation des comptes»
- Dispositions générales (art. 957 à 958f, CO)
- Comptes annuels (art. 959-960c, CO)
- Obligation de tenir une comptabilité et de présenter des comptes (art. 957, al. 1, CO)
 - Entreprises individuelles et sociétés de personnes ayant réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 francs lors du dernier exercice
 - Personnes morales (SA, SàRL)
- Bases fiscales
- Assujettissement à l'impôt pour une activité lucrative indépendante (art. 18, section 1 de la LIFD)
- Assujettissement à l'impôt des personnes morales (art. 58, section 1, point a de la LIFD)
- Personnes assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (art. 70, section 1 de la LTVA)

Bonne gestion des pratiques comptables et obligations en lien

Et pour vous ?

Recommandations

- Il est également recommandé aux petites entreprises, en particulier aux entreprises individuelles et aux sociétés de personnes, de tenir une comptabilité conforme aux principes de régularité.
- Et ce quel que soit le point de vue considéré:
- L'entrepreneur lui-même (liquidités/rendement)
- Le prêteur (banques, bailleurs privés)
- Les autorités fiscales (TVA, impôts directs, etc..)

Bonne gestion des pratiques comptables et obligations en lien

Obligations

Qu'est-ce qui est obligatoire ?

- En Suisse, toute entreprise doit tenir des registres (numériques ou sans papier) de toutes ses transactions commerciales pendant une période de 10 ans
 - états financiers (bilan, pp, annexe,...)
 - détail des comptes (grand-livre)
 - journal de saisie
 - comptabilité des débiteurs et des créanciers
 - comptabilité des salaires
 - inventaire des stocks de marchandises ou des prestations qui n'ont pas encore été facturées).
- Doit présenter à sa direction un rapport annuel dans les six mois suivant la fin de l'année précédente
- Doit établir les états financiers de la société suisse sous la forme du bilan, du compte de résultat et de l'annexe correspondante.
- Limitation à KCHF 500 du chiffre d'affaires pour les enregistrements dans un système comptable

Quelques détails

- En Suisse, la comptabilité est tenue en francs suisses (CHF) ou dans toute autre monnaie nécessaire aux opérations commerciales.
- 95% des entreprises suisses utilisent le Code des obligations comme norme.
- Le plan comptable suisse pour les PME est la ligne directrice qui fait autorité et qui est contraignante pour la manière dont les entreprises suisses doivent structurer leur comptabilité générale.
- La comptabilité en Suisse suit des principes comptables reconnus
 - enregistrement complet, correct et systématique des événements et des transactions de l'entreprise
 - preuves documentaires pour toutes les transactions individuelles
 - la clarté
 - adéquation au type et à la taille de l'entreprise
 - vérifiabilité

Les enjeux et les bénéfices de la digitalisation de l'information comptable

Digitalisation des processus comptables

Contexte

- La transformation digitale des processus comptables consiste à **remplacer** les processus manuels (métier et administratifs) existants par des alternatives numériques (outils, software, processus, applications)
- L'intelligence artificielle offre aujourd'hui à tous les métiers des opportunités d'automatisation des tâches. Ceci permet **aux humains de s'occuper à d'autres actions à plus forte valeur ajoutée et de gagner en efficacité sur les processus métiers**
- Les processus comptables et les tâches en lien avec la finance se transforment depuis quelques années déjà et vont continuer d'évoluer dans le futur.

Digitalisation des processus comptables

Exemples concrets

- Je peux connecter ma banque à mon outil comptable pour des réconciliations automatisées (lecture EBICS)
- Ma facture est lue par une application qui me fait une proposition de comptabilisation automatique sur cette base (lecture OCR)
- Je peux accéder à mon outil comptable sur un portail cloud (accès en SAAS)
- Mes données sont numérisées et stockées sur mon logiciel
- Je peux connecter mon ERP métier à mon outil comptable pour une comptabilisation automatique des flux (caisse d'un restaurant)
- Je peux mettre en place un portail d'accès RH sécurisé pour mes employés et accessible en tout temps

Digitalisation des processus comptables

Pourquoi je digitalise ?

Pour me concentrer sur mon coeur de métier

La digitalisation des processus comptables permet de simplifier les échanges de flux et ainsi se concentrer sur les domaines où l'entreprise amène de la valeur

Pour structurer et organiser mes processus de manière efficiente

Avec des processus d'échange de flux simplifiés, connectés et automatisés, je peux mettre en place un écosystème efficient qui me permet d'améliorer ma performance

Pour accéder à mes informations financières en tout temps

Lorsque mes processus comptables sont digitalisés, les informations se retrouvent dans un outil cloud sécurisé et accessible en tout temps

Pour préserver mon historique et gagner en transparence

J'ai l'obligation de garder l'ensemble des documents comptables pendant 10 ans. Pouvoir stocker mes informations et mon historique sur un outil digital me permet de sécuriser mes données et de gagner en transparence vis-à-vis des parties prenantes en cas de demande

Pour bénéficier d'une comptabilité à jour

Un processus de digitalisation automatisé permet de mettre à jour mes informations financières de manière quotidienne et me permet un pilotage optimal de mon entreprise grâce à des données constamment mises à jour

Pour satisfaire mes parties prenantes

Lorsque mon conseiller fiscal ou ma banque a besoin d'informations relatives à ma situation financière, je peux les lui fournir rapidement en tout temps ce qui me permet d'être plus résilient dans tout le processus de partage de l'information à l'ensemble de mes parties prenantes

Digitalisation des processus comptables

A quoi dois-je penser ?

Quel **outil comptable** est **adapté** à ma structure ?

Est-ce que d'**autres processus** de mon entreprise peuvent faire l'objet d'une digitalisation ? (supply chain, RH, projets)

Est-ce que l'outil métier peut **s'intégrer** à l'outil comptable ?

Quelle est ma **stratégie** pour digitaliser mes processus ? (gestion de projet)

Ais-je besoin d'être **accompagné** ? (digitaliser ne veut pas dire scanner des documents)

Quels processus sont **nécessaires et pertinents** d'être digitalisés ?

Est-ce que l'ensemble de mes outils IT peuvent être **interconnectés** dans cette perspective ?

Ais-je les **compétences** en interne pour prendre ce virage ou dois-je être formé ?

Digitalisation des processus comptables

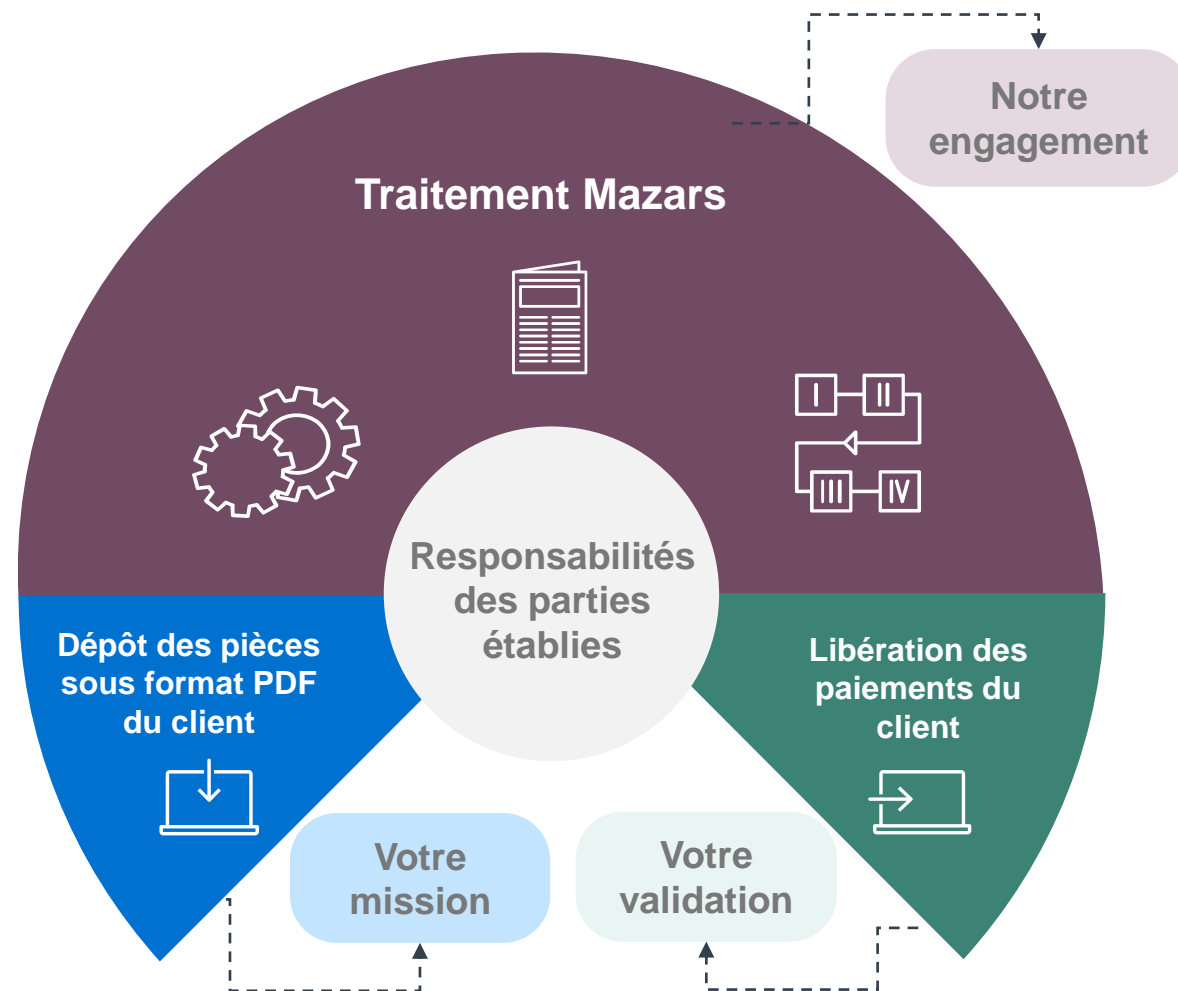
Une approche simplifiée en deux étapes pour le client

Vous scannez vos pièces dans l'outil comptable

Nous traitons les pièces de manière hebdomadaire,
40 fois par année

Vous libérez vos paiements

Vous dégagez du temps et de la valeur ajoutée
Votre comptabilité est à jour



Digitalisation des processus comptables

En conclusion

La digitalisation des processus comptables, c'est un **changement de paradigme**, autant pour le client que pour les fiduciaires.

Nous basculons ensemble sur une gestion des processus qui se veut proactive par rapport à des modèles passés davantage basés sur la réaction.

Ce changement permet d'ouvrir les portes à des nouvelles manières de travailler et amène de la valeur sous un nouvel angle pour chacun des acteurs.

- Simplification des tâches
- Plus de transparence
- Gain de temps
- Vue d'ensemble plus claire en tout temps
- Davantage d'efficacité
- Automatisation

Cotisations sociales en CH

Cotisations sociales

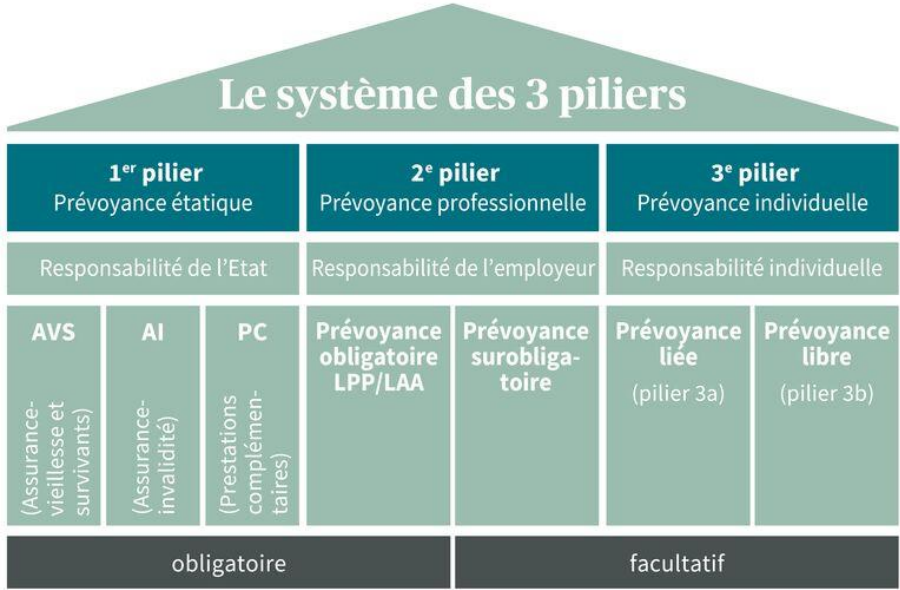
En résumé..

Cotisations en CH

- Le système Suisse des cotisations se compose de:
- Assurance vieillesse et survivants (AVS)
- Assurance invalidité (AI) et chômage (AC)
- Allocations de pertes de gain (APG)
- Assurance-accidents (LAAP-NP), professionnelle et non professionnelle
- Assurance-accident complémentaire (LAAC)
- Prévoyance professionnelle (LPP)
- Assurance maladie (IJM)
- L'employé assume une partie de la cotisation. L'employeur prend en charge l'autre partie (généralement 50/50, selon le contrat).

Système de 3 piliers



- L'AVS/AI/APG constitue le premier pilier. Elle est obligatoire pour tous
- Le deuxième pilier concerne la prévoyance professionnelle (LPP). Elle n'est obligatoire que pour les salariés dont le salaire ne dépasse pas un certain seuil. Et ce montant est régulièrement ajusté.
- Le troisième pilier concerne les pensions privées. Il est particulièrement important pour les travailleurs indépendants qui exercent leur activité en tant que propriétaires uniques ou dans le cadre d'une société de personnes et qui, contrairement aux salariés, ne peuvent pas cotiser à des régimes de retraite professionnels



Fiscalité pour personnes physiques et personnes morales et cadre structurel

Structure de société

RI / SA / Srl

	 SOCIÉTÉS DE PERSONNES	 SOCIÉTÉS DE CAPITALUX
GESTION ADMINISTRATIVE (COMPTA, TVA, SALAIRES, ETC.)	Identique	
FISCALITÉ	1 déclaration d'impôt (l'entrepreneur)	2 déclarations d'impôt (l'entrepreneur et la société)
CHARGE FISCALE	Fluctuante (liée au résultat de l'entreprise)	Planifiable
CHARGES AVS	Imposition sur le résultat fluctuante	Imposition sur la rémunération définie par l'entrepreneur
PRÉVOYANCE	Possibilités limitées	Flexible
RISQUE PERSONNEL	Patrimoine personnel engagé	Protection du patrimoine privé
VENTE DE L'ENTREPRISE	Imposable	Exonération (conditions à respecter)
IMPOSITION SUR LA FORTUNE	Imposition sur les actifs nets	Imposition des participations à la valeur vénale (plus élevée)

La personnalité juridique

Naissance de la société

Une société de capitaux avec la personnalité juridique distingue la société de ses associés



Éléments essentiels à l'existence d'une personne morale

- Moyens et/ou ressources : en espèces ou nature
- Statuts : structure et règles de fonctionnement
- Acte de fondation : volonté de faire vivre la société
- Organes statutaires
- Inscription au Registre du commerce
- But commun / spécial qui peut être économique ou non

Les éléments clés de la fondation

Naissance de la société

	Société Anonyme (SA) (art. 620 – 760 CO)	Société à responsabilité limité (Sàrl) (art. 772 – 827 CO)
Nombre de fondateurs	Minimum 1	
Type de fondateurs	Personnes physiques et/ou morales	
Obligation de statuts	Oui	
Forme	Acte authentique	
Registre du commerce	Inscription constitutive ⇒ obligatoire pour la fondation	
Type de capital	Capital-actions	Capital-social
Apport minimum	Min. CHF 100'000 (en espèce ou nature)	Min. 20'000 (en espèce ou nature)
Libération minimale	20% du capital fixé mais au moins CHF 50'000	Totale
Valeur nominale min.	Valeur de l' action > Zéro	Valeur de la part sociale > Zéro
Monnaie étrangère	Autorisée en GBP, EUR, USD, JPY (taux de conversion indiqué dans l'acte de fondation)	
Représentant	Minimum 1 personne doit représenter la société en Suisse	
Divers	-	Ajout d'obligations personnelles aux membres

Les organes légaux et statutaires

SA VS Srl

Société Anonyme (SA)	Société à responsabilité limitée (Sàrl)
Assemblée Générale (AG)	Assemblée des associés
Conseil d'administration (CA)	Gérants
Organe de révision (sauf si opting-out*)	

**opting-out (art, 727a, al. 2 CO) : possibilité de renoncer au contrôle restreint s'il y a moins de dix emplois à plein temps en moyenne annuelle et avec l'accord de tous les actionnaires/associés*

Définition et responsabilités des actionnaires / associés

Différences

Définition selon le code des obligations

- Actionnaire (SA) : « Est actionnaire quiconque détient au moins une action de la société » - *art. 620 al. 3 du CO*
- Associé (Sàrl) : « Chaque associé détient au moins une part sociale du capital » - *art. 772 al. 2 du CO*

Responsabilités

Actionnaire (SA)	Associé (Sàrl)
Responsable de la gestion de l'entreprise	
Responsable pour les actes sortant du but social	
Les dettes de la société ne sont garanties que par l'actif social	
Ne répondent que des prestations statutaires (versements correspondants uniquement au capital souscrit)	Possibilité statutaire d'exiger des versements supplémentaires
Responsabilité illimitée du conseil d'administration et des gérants pour les actes dommageables (art. 754 CO)	
Registre des actionnaires anonyme	Inscription du nom des associés au RC (public)

**Les dispositions du droit de la SA concernant la responsabilité des personnes qui ont coopéré à la fondation de la société ou s'occupe de la gestion s'appliquent par analogie à la Sàrl*

Les droits des actionnaires / associés

Droits à l'assemblée

Droits sociaux

- Participations à l'Assemblée Générale / Des associés
- Droit de vote et contrôle
- Droit de demander des informations ou un examen spécial
- Droit de convocation à l'Assemblée Générale / Des associés
- Droit d'attaquer les décisions de l'Assemblée Générale / Des associés

Droits patrimoniaux

- Droit à une part du bénéfice sous forme de ***dividende***
- Droit à une part du produit de liquidation
- Droit de souscription préférentiel
- A contrario, pas le droit au remboursement de son apport (jusqu'à la liquidation de la société)

Système d'imposition pour les sociétés

Personnes morales

Bases

- 3 niveaux d'imposition (Confédération, cantons et communes)
- Impôt sur le revenu des sociétés est fait sur le bénéfice imposable généré en Suisse (les revenus de source étrangère attribuables à un établissement stable étranger sont exclus).
- Les sociétés non-résidentes peuvent être soumises à l'impôt sur le revenu des sociétés si elles ont un établissement stable ou un bien immobilier en Suisse.)
- Chaque canton a sa propre loi fiscale et ses propres taux d'imposition.
- L'exercice fiscal est l'exercice commercial
- L'année fiscale doit être remplie annuellement
- Le paiement de l'impôt sur le revenu et sur la fortune est exigible dès réception d'une demande fondée sur une évaluation provisoire ou définitive.

Détermination du revenu

- Les comptes statutaires servent de base à la détermination du revenu imposable
- Allégements de participation
- Déductions pour les sociétés
- Crédits d'impôt et incitations fiscales
- Patent Box
- Déductions pour la R&D
- Provision R&D
- Démarrage innovant

Système d'imposition pour les individus

Personnes physiques

Bases

- 3 niveaux d'imposition (Confédération, cantons et communes)
- Tous les résidents fiscaux sont imposés sur leur revenu et leur fortune mondiaux.
- Les taux d'imposition sur le revenu et la fortune sont progressifs au niveau fédéral et dans la plupart des cantons.
- Chaque canton a sa propre loi fiscale et ses propres taux d'imposition

Comment optimiser ?

- Prévoyance (2^{ème} et 3^{ème} pilier)
 - Rachats
 - Cotisations
- Salaire VS dividende
- Frais d'entretien

La planification à l'avance est clé dans ce processus!

Rémunération d'un entrepreneur

Rappel des grands principes

Imposition de l'activité entrepreneuriale sous forme de raison individuelle / société de personnes

- Produit de l'activité lucrative indépendante soumis:
 - À l'impôt sur le revenu (taux max. FR 36%)
 - Aux assurances sociales (AVS, AI, APG : 9.65% + cotis. alloc. familiales)
 - Soit une charge totale de presque 50%
- Charge fiscale élevée
- Planification fiscale limitée
- Quid de la transformation en société de capitaux et des conséquences sur la rémunération de l'actionnaire salarié ?

Rémunération d'un entrepreneur

Rappel des grands principes

Rémunération en tant que salarié

Stratégie de capitalisation

- Objectif majeur : réalisation d'un gain en capital privé exonéré
- Problématique fiscale en cas de vente :
 - Impôts latents
 - Liquidation partielle indirecte
- Problématique du financement lors de la cession à un tiers
- Complications éventuelles dans le cadre d'un règlement successoral

Stratégie de versement => salaire ou dividende ?

- Objectif : distribution des moyens non requis et non nécessaires à l'exploitation
- Atténuation de la double imposition économique (imposition réduite des dividendes)
- Réduction du risque d'entrepreneur (moyens non nécessaires sont transférés dans la fortune privée de l'entrepreneur)

L'actionnaire salarié

Salaire vs dividende

Bonus

- **Conséquences pour la SA/Sàrl**
 - ✓ charge salariale déductible -> réduction de la charge fiscale de la SA/Sàrl
 - ☒ Contribution aux assurances sociales (part employeur) = charge définitive
- **Conséquences chez l'actionnaire**
 - ✓ Valeur fiscale des actions de la SA/Sàrl plus faible (atténuation de la valeur de rendement) -> réduction de l'impôt sur la fortune
 - ✓ Possibilité de soumettre le bonus à la LPP
 - ☒ Bonus net imposable à l'impôt sur le revenu sans réduction
 - ☒ Contributions aux assurances sociales (part employé) = charge définitive

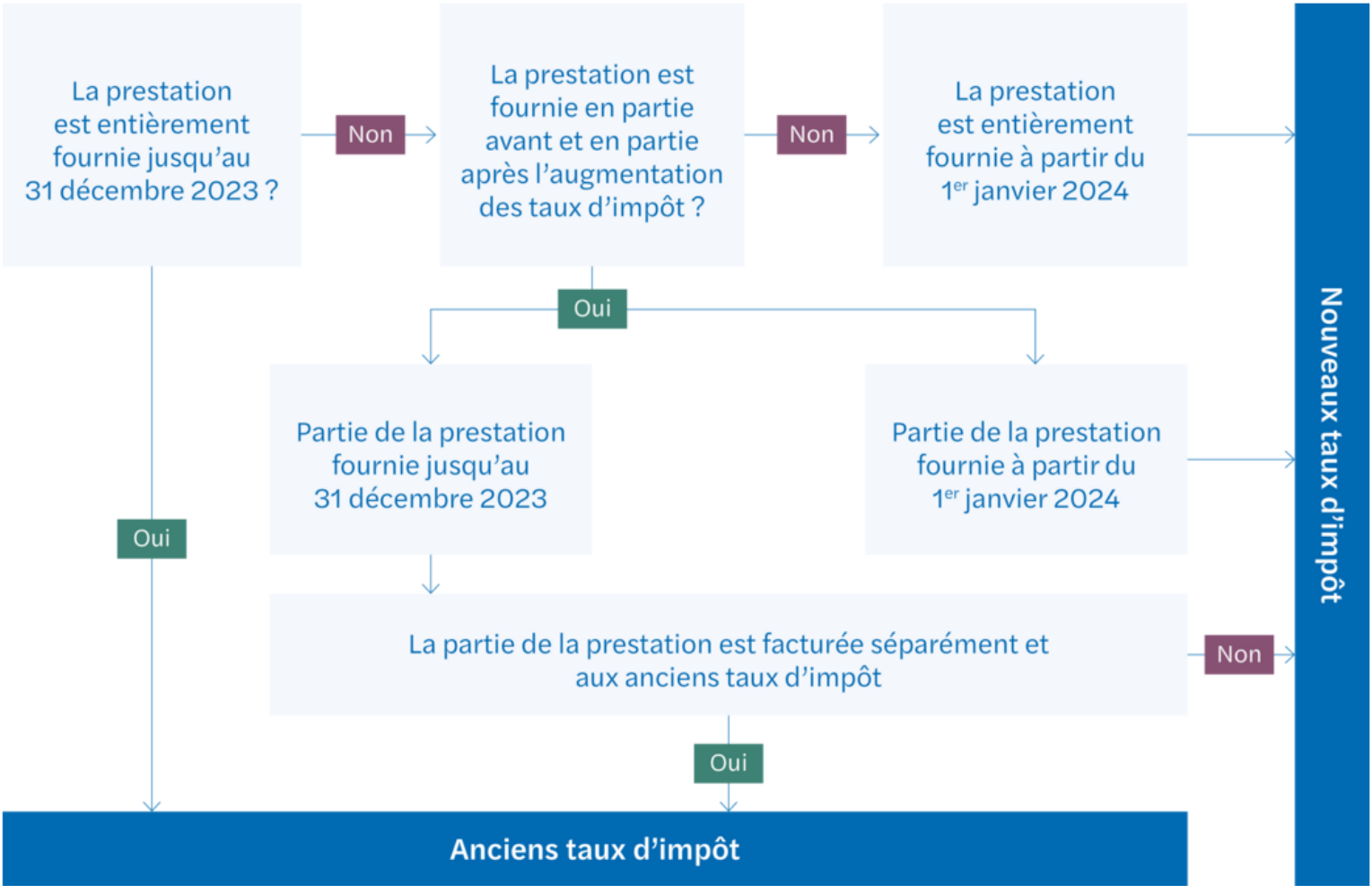
Dividende

- **Conséquences pour la SA/Sàrl**
 - ☒ Dividende n'est pas une charge déductible -> augmentation de la charge fiscale dans la SA/Sàrl
 - ✓ Pas de contribution aux assurances sociales
- **Conséquences chez l'actionnaire**
 - ☒ Valeur fiscale des actions de la SA/Sàrl plus élevée (valeur de rendement pas impactée) -> pas d'impact positif pour l'impôt sur la fortune
 - ☒ Pas de possibilité de cotiser à la LPP
 - ✓ Dividende imposable de manière privilégiée (RIE 2)
 - ✓ Pas de contribution aux assurances sociales

Relèvement des taux TVA au 01.01.2024

Quels taux appliquer ?

	Anciens taux jusqu'au 31.12.2023	Nouveaux taux dès le 01.01.2024
Taux normal	7.7%	8.1%
Taux réduit	2.5%	2.6%
Taux spécial (Hébergement)	3.7%	3.8%



Développement durable, reporting extra-financier et PME, où en sommes-nous ?

Cadre conceptuel du DD

Objectifs de développement durable (ODDs)

Définition historique des Nations Unies

La durabilité a été définie en 1987 comme un "développement qui répond aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins"

United Nations. (1987). Report of the World Commission on Environment and Development: Our Common Future (p. 41). Retrieved from <http://www.un-documents.net/our-common-future.pdf>

« Le développement durable, c'est un arbitrage entre les enjeux économiques, environnementaux et sociaux »

ESG : Environnement, Social et Gouvernance

ODD : Objectifs de Développement Durable -17 objectifs/169 cibles

= Agenda 2030, Etats membres des Nations Unies

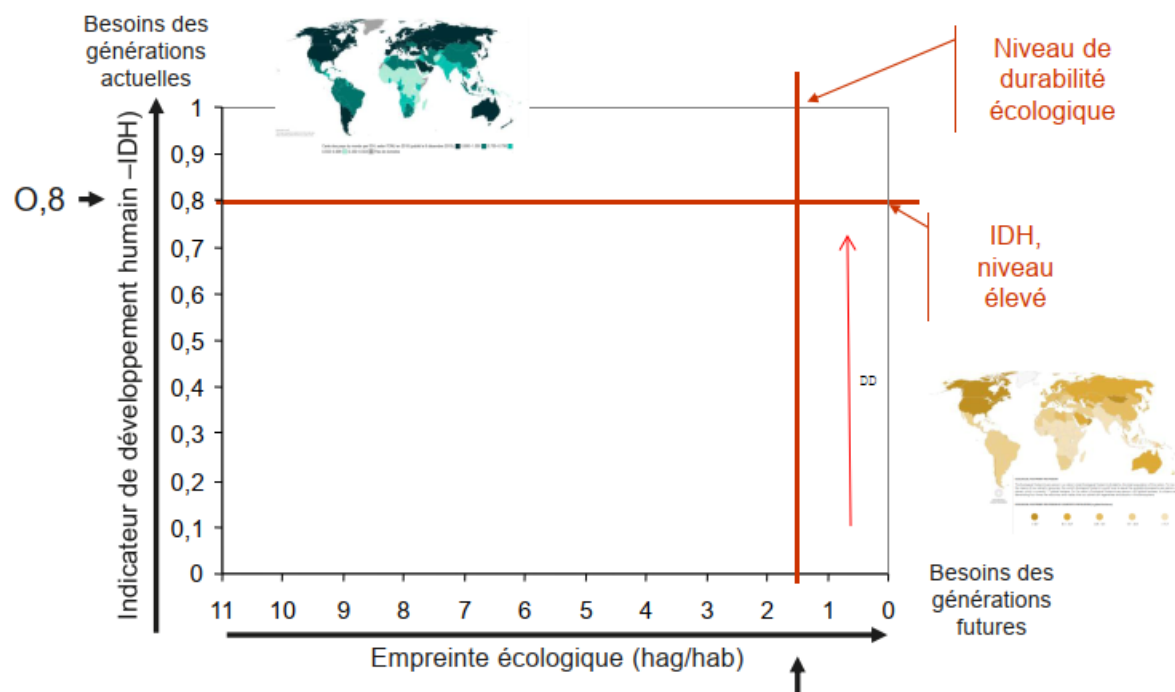


Cadre conceptuel du DD

Du développement durable à la RSE

Quel rôle les organisations ont à jouer ?

Naissance du concept de RSE, responsabilité sociétale de l'entreprise



La RSE, c'est quoi ?

- La RSE est schématiquement résumée à la bonne application / contribution du développement durable à l'échelle de l'entreprise avec pour objectif final de maintenir un niveau de développement élevé en intégrant les enjeux environnementaux, sociaux et économiques dans son empreinte écologique
- Toute entreprise intégrant la RSE vise un niveau IDH élevé et une empreinte écologique basse
- L'organisation vise un impact global sur les trois piliers positifs tout en demeurant économiquement viable
- Une organisation qui intègre la RSE prend en considération ses parties prenantes dans le modèle d'affaire et le développement de ses activités
- Elle se préoccupe de son propre impact sur les écosystèmes et inversement du déséquilibre de ces derniers sur son propre modèle (notion de double matérialité)
- C'est une démarche volontaire de l'entreprise ! (pour l'heure)
- Elle applique un principe d'amélioration contenue des pratiques et des performances sociétales

Cadre conceptuel du DD

Lancement d'une démarche RSE

Cadre RSE visant à encourager les entreprises à adopter des pratiques durables

Initiatives mondiales

- United Nations Global Compact (UNGC)
- Sustainable Development Goals (SDGs)
- Organisation de coopération et de développment économiques (OCDE)
- ISO 26000
- Science Based Targets (SBTi)

Groupes de réflexion

- World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)
- World Economic Forum (WEF)

Reporting

- European Sustainability Reporting Standards (ESRS)
- Sustainability Accounting Standards Board (SASB) – integrated in ISSB
- Global Reporting Initiative (GRI)
- Measuring Stakeholder Capitalism: Towards Common Metrics and Consistent Reporting of Sustainable Value Creation
- Task Force on Climate-related Financial Disclosures (TCFD)
- Carbon Disclosure Project (CDP)



Cadre conceptuel du DD

Législation en vigueur en Suisse ?

Au niveau Suisse : Code des Obligations Art 964



Rapport ESG non-financier (Art. 964 CO)

Qui : Les entreprises d'intérêt public (entreprises cotées, banques et assurances) de plus de 500 employés à plein temps qui atteignent :

- 40M CHF de chiffre d'affaires ou
- 20M CHF de total du bilan²

Quoi : Les entreprises doivent publier un rapport couvrant les domaines suivants : l'environnement (en particulier les objectifs en matière de CO₂), le domaine social, les droits des salariés, les droits de l'Homme et la lutte contre la corruption.

Les informations publiées doivent contenir les éléments-clés suivants : une description du modèle d'affaire ESG, des politiques et leur mise en œuvre, une analyse des risques et des indicateurs-clés de performance.

Quand : en 2024 sur l'exercice 2023

Standard obligatoire : aucun

Pas d'audit obligatoire



Rapport Climat TCFD³ (Ordonnance)

Qui : Les entreprises d'intérêt public (entreprises cotées, banques et assurances) de plus de 500 employés à plein temps qui atteignent :

- 40M CHF de chiffre d'affaires ou
- 20M CHF de total du bilan²

Quoi : Les entreprises doivent publier des informations non-financières afin de comprendre les risques et opportunités liés aux changements climatiques et leur impact sur leur activité.

Les entreprises doivent mettre en œuvre les recommandations du TCFD dans les domaines de la gouvernance, stratégie, gestion des risques et indicateurs et objectifs.

Quand : en 2025 sur l'exercice 2024

Standard recommandé : TCFD

Pas d'audit obligatoire



Rapport de Due Diligence minerais et métaux provenant de zones de conflits ou à haut risques et travail des enfants (Art. 964 CO et Ordonnance)

Qui : Les entreprises dont le siège se trouve en Suisse, qui mettent en libre circulation ou traitent des minerais ou métaux (3T et or) provenant de zones de conflits ou à haut risques, ou si il existe un soupçon fondé de recours au travail des enfants, qui atteignent 2 des 3 seuils suivants :

- Plus de 250 employés équivalent plein temps
- 40M CHF de chiffre d'affaires
- 20M CHF de total du bilan²

Quoi : Les entreprises doivent publier un rapport contenant : une description de la politique en matière de minerais et métaux ou pour les produits/services provenant de zones de conflits ou à haut risques et si il existe un risque fondé de travail des enfants, ainsi qu'un système de traçabilité de la chaîne d'approvisionnement et de gestion des plaintes.

Quand : en 2024 sur l'exercice 2023

Audit obligatoire

¹ ESG : Environnement, Social et Gouvernance

² Sociétés, ainsi que les sociétés suisses ou étrangères qu'elles contrôlent, pour deux exercices consécutifs

³ Task Force on Climate-Related Financial Disclosures

Cadre conceptuel du DD

Législation en vigueur en Europe ?


Au niveau européen : CSRD/ESRS

Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD)

What: Companies must publish **non-financial information** through a report containing: a description of the business model and strategy, the ESG goals, the ESG organization, the ESG policies, due diligence processes, description of the main risks associated with the business, an explanation of the measures taken to prevent, mitigate, or eliminate negative impacts, and a definition of the key performance indicators.

Who:

All companies listed on an EU regulated market

Including non-EU companies 

Excluding micro enterprises (<10 employees)

All large companies (2 of 3 thresholds)

- > 250 employees
- 40M€ turnover
- 20M€ total assets

Non-EU companies meeting the following conditions

- Having at least one subsidiary or one branch located in the EU
- In the case of a branch, the branch must generate more than 40M€ turnover in the EU (no threshold for subs)
- Generating more than 150M€ turnover in the EU

Subsidiary exemption principle for individually large entities

Individually large unlisted entities are exempt from publishing an individual sustainability report if they are consolidated in a group which publishes a consolidated sustainability report. Does not apply to listed companies.

When:

2025 for FY2024: "NFRD¹ companies"

Listed companies with more than 500 employees

2026 for FY2025: "Large companies"

Companies with more than 250 employees, 40M€ turnover, 20M€ total assets (2 of 3 thresholds)

2027 for FY2026: "Listed SME"

Listed companies below the threshold defining large companies


2029 for FY2028: "Non-EU companies"

Non-EU companies meeting the CSRD conditions

Mandatory Standard: European Sustainability Reporting Standards (ESRS)

Mandatory audit

EU Taxonomy

Non-financial Swiss entities subject to the NFRD or to the upcoming CSRD, as well as Swiss financial entities operating in the EU, will be required to disclose the sustainable part of their activities expressed as % of alignment with the EU taxonomy. 

Cadre conceptuel du DD

Et pour les PME ?

Directives européennes contraignantes

- Mise en place la **CSRD** (Corporate sustainability reporting directive) qui va impacter indirectement les PME dans la chaîne de valeur

La responsabilité du CA

- Le conseil d'administration doit se prévaloir d'une bonne gestion des risques dans ses responsabilités relatives au code des obligations. Elle doit donc saisir ses questions dès maintenant !

Mieux vaut prévenir que guérir

- Les PME ne voient pas l'importance de la problématique et n'ont pas le temps ni les ressources
- Ressources : aides et accompagnement (VIVA, SPEI,...)
- Mieux vaut être proactif que réactif sur la gestion du temps car les réglementations légales directes et indirectes se profilent

Cadre conceptuel du DD

Et pour les PME ?

Création de Valeur pour les entreprises



- Amélioration des processus et des systèmes internes
- Atténuer ou inverser les impacts sociaux, environnementaux et de gouvernance négatifs
- Permettre aux parties prenantes externes de comprendre la création de valeur de l'organisation
- Amélioration de la culture d'entreprise



- Amélioration de l'accès au capital
- Amélioration de l'accès aux marchés internationaux
- Amélioration de la réputation et de la fidélité à la marque



- Établir et maintenir la confiance avec les parties prenantes
- Avantage concurrentiel - Point de différenciation par rapport aux concurrents
- Attirer et retenir les employés grâce à une main-d'œuvre plus engagée
- Développement et progression de la vision et de la stratégie de l'entreprise

Q&A



Conclusion

MERCI pour votre attention !



Contact

Mazars SA

Avenue Gratta-Paille 2

1018 Lausanne

Mazars est un groupe international et intégré spécialisé dans l'audit, la fiscalité et le conseil ainsi que dans les services comptables et juridiques*. Présents dans plus de 100 pays et territoires à travers le monde, nous nous appuyons sur l'expertise de plus de 50 000 professionnels – plus de 33 000 au sein de notre partnership intégré et plus de 17 000 via « Mazars North America Alliance » – pour accompagner les clients de toutes tailles à chaque étape de leur développement. En Suisse, Mazars compte près de 400 collaborateurs répartis entre ses dix bureaux.

*Dans les pays où les lois en vigueur l'autorisent.

En savoir plus sur www.mazars.ch

© Mazars 2023

mazars

Suivez-nous:

LinkedIn:

<https://www.linkedin.com/company/mazars-in-switzerland/>

Facebook:

<https://www.facebook.com/MazarsinSwitzerland/>

Instagram:

https://www.instagram.com/mazars_in_switzerland/



Nicolas Berger / Manager

M: +41 79 313 34 96

E: nicolas.berger@mazars.ch

L: www.linkedin.com/in/nicolas-berger-24bbb71